

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

3 septembre 2019

PROPOSITION DE LOI

**relative à la personnalité juridique des
organisations syndicales**

(déposée par
MM. Vincent Van Quickenborne
et Egbert Lachaert)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

3 september 2019

WETSVOORSTEL

**betreffende de rechtspersoonlijkheid van
vakorganisaties**

(ingediend door
de heren Vincent Van Quickenborne
en Egbert Lachaert)

RÉSUMÉ

À l'heure actuelle, une grande transparence est exigée de la part de toute organisation jouant un rôle d'une certaine importance dans la vie sociale et économique. Les auteurs de la proposition estiment que l'on ne peut plus accepter que les organisations syndicales, par leur refus d'adopter la personnalité juridique, échappent à toute obligation de dépôt et de publication de leurs comptes et de leurs bilans. Cette proposition de loi oblige par conséquent les organisations représentatives des travailleurs d'adopter la personnalité juridique avant de pouvoir participer à la concertation sociale.

SAMENVATTING

Vandaag wordt van elke organisatie die enige rol speelt in het maatschappelijk en economisch verkeer verregaande transparantie geëist. Het is niet langer aanvaardbaar dat vakbonden, door te weigeren rechtspersoonlijkheid aan te nemen, ontsnappen aan elke verplichting om rekeningen en balansen neer te leggen en bekend te maken, aldus de indieners. Dit wetsvoorstel verplicht daarom representatieve werknemersorganisaties rechtspersoonlijkheid aan te nemen alvorens te mogen deelnemen aan het sociaal overleg.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte de la proposition de loi DOC 54 1641/001.

Ces dernières années, notre pays a connu une inflation de la contestation sociale. Cette contestation était principalement dirigée contre la politique socioéconomique du gouvernement, qui visait à renforcer la compétitivité des entreprises belges. Le défi consiste à créer de nouveaux emplois, à éliminer le handicap de la Belgique en matière de coût salarial, à renforcer le pouvoir d'achat des habitants et à assurer le financement futur des pensions. Pour ce faire, le gouvernement a décidé de procéder à des économies draconiennes dans la fonction publique ainsi qu'à un glissement de la fiscalité entraînant un allègement des charges sur le travail.

Tout le monde ou presque a déjà senti, d'une manière ou d'une autre, les effets de l'opposition à cette politique. C'est ainsi qu'en 2014, une série de jours de grève au niveau provincial ont débouché sur une grève nationale. Chacun a encore en mémoire les images de dizaines de têtes brûlées s'en prenant à la police et incendiant plusieurs voitures en stationnement. Les images de l'électricien malchanceux qui a vu sa voiture partir en fumée à l'issue de la grève nationale ont même engendré un mouvement spontané de solidarité, étant donné qu'il ne pouvait se retourner contre personne pour obtenir réparation des dommages causés à son véhicule.

Les grèves du samedi annoncées par le syndicat ferroviaire SACT au cours de l'été 2015 ont heureusement eu peu d'impact mais cette annonce a cependant également nui à l'image de la SNCB, et anéanti les efforts déployés au quotidien par les employés du rail pour améliorer la ponctualité depuis le début de l'année 2014.

La manifestation nationale d'octobre 2015 a quant à elle donné le coup d'envoi d'une série d'actions au niveau provincial, les sections régionales pouvant elles-mêmes décider du contenu des actions menées sur le terrain. Dans ce cadre, ce sont surtout les actions radicales de la section de Liège-Huy-Waremme de la FGTB qui ont suscité l'indignation nationale. En effet, le blocage de l'autoroute E40 par certains militants a indirectement causé deux décès, premièrement le décès d'une touriste danoise qui n'a pas pu être sauvée par un médecin urgentiste en raison de ce blocage et, deuxièmement, le décès d'un septuagénaire victime d'un arrêt cardiaque tandis qu'il se trouvait bloqué sur la route et qui a été admis trop tard à l'hôpital.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van de wetsvoorstel DOC 54 1641/001.

Ons land had de afgelopen jaren te maken met een inflatie aan sociaal verzet. Dit protest was veelal gericht tegen het sociaal-economisch beleid van de regering die de concurrentiepositie van onze Belgische bedrijven wilde verbeteren. De uitdaging is om nieuwe banen te scheppen, de loonkostenhandicap weg te werken, de koopkracht van de inwoners te verbeteren en de toekomstige pensioenen veilig te stellen. Daarvoor wordt er stevig bespaard op het overheidsapparaat en werd er ondertussen beslist om een belastingverschuiving door te voeren van lasten op arbeid naar andere inkomsten.

Het verzet tegen dit beleid heeft quasi iedereen in dit land op een of andere manier reeds gevoeld. Zo waren er in 2014 een reeks van provinciale stakingsdagen die uitmondde in een nationale betoging. Iedereen herinnert zich de beelden van enkele tientallen heethoofden die de politie te lijf gingen en verschillende geparkeerde wagens in brand staken. De beelden van de onfortuinlijke elektricien die zijn wagen na afloop van de nationale betoging in de vlammen zag opgaan, leidden zelfs tot een spontane solidariteitsactie omdat de schade veroorzaakt aan zijn voertuig niet kon verhaald worden op wie dan ook.

De aangekondigde zaterdagstakingen tijdens de zomer van 2015 door de spoorvakbond ASTB hadden gelukkig weinig effect, maar veroorzaakten wel opnieuw imagoschade voor de NMBS. Hierdoor werden de dagelijkse inspanningen van de spoormedewerkers die de stiptheid sinds begin 2014 verbeteren, teniet gedaan.

De nationale betoging van oktober 2015 was dan weer een nieuwe start van een resem provinciale acties. De regionale afdelingen mochten zelf beslissen welke acties dat precies gingen zijn. Daarbij heeft vooral de radicale actie van de FGTB-afdeling Luik-Hoei-Borgworm tot nationale verontwaardiging geleid. Zo werd de E40-autosnelweg door militanten geblokkeerd met indirect twee overlijdens als gevolg van enerzijds een Deense toeriste waarvan de spoedarts te laat was omwille van de wegblokkade en anderzijds een 70-jarige man die in de file een hartaanval kreeg maar helaas te laat in het ziekenhuis aankwam.

Il y avait des grèves menées dans le secteur ferroviaire par les syndicats francophones socialiste et chrétien les 6 et 7 janvier. Une fois encore, les voyageurs ont été les victimes de ces grèves.

Des grèves nationales à grande échelle ont également eu lieu en 2018 et 2019. Heureusement, un service minimum a été mis en place en cas de grève sur le rail, à la grande satisfaction des voyageurs, qui savent maintenant au moins à quoi s'en tenir en cas de grève.

Il faut dire que les syndicats sont, dans notre pays, des organisations importantes et très puissantes dont le pouvoir est du reste fortement institutionnalisé. Or, des élections sociales ne sont organisées ni dans les services publics ni dans les entreprises publiques. Il existe quelques exceptions, telles que De Lijn et (seulement depuis 2018) la SNCB. Seuls les trois syndicats traditionnels reconnus peuvent participer à la concertation sociale.

En revanche, dans le secteur privé, des élections sociales sont bien organisées. Cependant, là aussi, les syndicats traditionnels sont en situation de monopole de fait. Sauf pour les cadres, les organisations syndicales non traditionnelles ne peuvent pas participer aux élections sociales. Les syndicats existants – CSC, FGTB et CGSLB – sont en situation de monopole. Seuls ces syndicats traditionnels peuvent représenter les travailleurs à tous les niveaux et conclure des conventions collectives de travail avec un (ou plusieurs) employeur(s), étant entendu que les “accords” conclus entre les employeurs et tous leurs travailleurs mais qui ne sont pas signés par un secrétaire syndical n'ont pas la même valeur juridique qu'une CCT. Or, la CCT est nécessaire pour pouvoir régler toute une série de points importants pour les entreprises, comme la question de l'instauration de régimes de travail flexibles.

Il n'est pas exagéré de dire que, dans de nombreuses entreprises de grande et moyenne dimension, ce sont les syndicats qui décident quand il y a grève, quand le travail reprend et avec quelle flexibilité les choses doivent se dérouler. D'autre part, dans notre pays, les syndicats sont d'importants prestataires de services et ils disposent d'un vaste réseau de bureaux qui fournissent des conseils aux travailleurs et qui versent les allocations de chômage aux chômeurs affiliés.

Il est dès lors très surprenant que les syndicats, qui sont de grandes et de puissantes institutions – et qui disposent de moyens légaux et de moyens financiers considérables – sont inexistants en fait sur le plan juridique. C'est en vain que l'on recherchera l'ASBL “FGTB” ou la SCRL “CSC”, parce que les syndicats belges ont toujours été des associations de fait sans personnalité

Er waren stakingen bij het spoor van de Franstalige socialistische en christelijke spoorbonden van 6 en 7 januari 2016. Opnieuw waren de reizigers de dupe tijdens deze stakingsdagen.

Ook in 2018 en 2019 waren er grootschalige nationale stakingen. Gelukkig is er inmiddels een minimale dienstverlening bij stakingen ingevoerd bij het spoor, tot grote tevredenheid van de treinreizigers die nu tenminste weten waar ze aan toe zijn wanneer er gestaakt wordt.

Het moet gezegd, de vakbonden in ons land zijn erg machtige en belangrijke instanties. Die macht is overigens sterk geïnstitutionaliseerd. Bij de overheid, noch bij overheidsbedrijven, worden sociale verkiezingen gehouden. Er zijn enkele uitzonderingen, zoals De Lijn en (pas sinds 2018) de NMBS. Enkel de drie klassieke, erkende vakbonden, kunnen er deelnemen aan het sociaal overleg.

In de private sectoren worden er wél sociale verkiezingen georganiseerd. Maar opnieuw is er een *de facto* monopolie voor de klassieke bonden. Tenzij het gaat om de kaderleden, is het onmogelijk om als niet-klassieke vakorganisatie deel te nemen aan de sociale verkiezingen. De drie bestaande vakbonden, ACV, ABVV en ACLVB hebben een monopolie. Alleen déze – klassieke – vakbonden mogen werknemers vertegenwoordigen op alle mogelijke niveaus. Alleen zij mogen collectieve arbeidsovereenkomsten sluiten met een of meer werkgevers; een “akkoord” dat een werkgever zou sluiten met al zijn werknemers, maar zonder handtekening van een vakbondssecretaris, heeft niét de juridische waarde van een cao. Een cao is dan weer nodig om een hele reeks maatregelen te kunnen nemen die voor bedrijven belangrijk zijn, bijvoorbeeld het invoeren van flexibele arbeidsregelingen.

Het is niet overdreven te stellen dat, in tal van middelgrote en grote bedrijven, het de vakbonden zijn die beslissen wanneer er gestaakt wordt, wanneer er opnieuw gewerkt wordt en hoe flexibel dit verloopt. Daarnaast zijn de vakbonden in ons land ook grote dienstverlenende organisaties met een uitgebreid kantorennetwerk, die de aangesloten werknemers voorzien van advies en de aangesloten werklozen hun uitkering uitbetalen.

Het is dan ook erg bevreemdend dat de grote en machtige instituten die de Belgische vakbonden zijn, en die beschikken over zoveel wettelijke en financiële middelen, juridisch gesproken eigenlijk niet bestaan. Men zal tevergeefs op zoek gaan naar de vzw “ABVV” of de cvba “ACV”, want de Belgische vakbonden zijn steeds feitelijke verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid

juridique. Il n'est pas étonnant que, du côté des responsables politiques, des universitaires et des employeurs, des voix s'élèvent régulièrement pour affirmer qu'il serait quand même préférable que les syndicats se dotent de la personnalité juridique. Ainsi, fin octobre 2015, le ministre de l'Emploi a, suite aux regrettables incidents provoqués par un barrage routier de la FGTB à Liège, appelé les syndicats à "actualiser" le *Gentlemen's agreement* de 2002 sur le droit de grève. En effet, force est de constater que cet accord de 2002 est resté en grande partie lettre morte et que les engagements pris ne sont pas juridiquement contraignants.

C'est pourquoi doter les syndicats de la personnalité juridique ne constitue évidemment pas un but en soi. La demande en ce sens est fondée sur la conviction qu'eu égard au rôle qu'ils revendiquent et qu'ils jouent dans notre société, les syndicats doivent faire preuve de transparence et rendre compte de leurs actions. En rejetant la personnalité juridique, ils donnent l'impression de refuser toute immixtion dans leur cuisine (financière) interne et de ne pas vouloir se justifier quant à leurs faits et gestes. La question est donc de savoir pourquoi ils adoptent pareille attitude et si celle-ci est encore admissible au début du vingt et unième siècle.

Aujourd'hui, on exige de toutes les organisations qui jouent le moindre rôle dans la vie sociale et économique qu'elles fassent preuve de transparence. Les pouvoirs publics sont soumis à des obligations très poussées en matière de publicité de l'administration: en principe, plus aucun document public ne peut être gardé secret vis-à-vis de la population. Selon le droit économique, les entreprises sont tenues de publier leurs résultats. Elles doivent aussi informer leur conseil d'entreprise, et donc aussi les syndicats, de manière régulière et détaillée au sujet de tous les aspects économiques et financiers de leurs activités. La tendance en faveur d'un "entrepreneuriat durable" n'a fait que renforcer l'exigence de transparence à l'égard des entreprises. Les partis politiques et les organisations d'employeurs qui, par le biais de la forme juridique de l'asbl, sont bien dotés de la personnalité juridique, doivent eux aussi assurer la transparence pour ce qui est de leur situation financière. Il est dès lors on ne peut plus absurde que le grand public ne puisse pas savoir de quels moyens financiers les syndicats disposent. Il n'est plus acceptable que, par leur refus de se doter de la personnalité juridique, les syndicats échappent à toute obligation de déposer et de publier leurs comptes et bilans.

L'éternel argument qu'ils invoquent pour justifier leur refus, à savoir, qu'ils se trouveraient dans une position de faiblesse vis-à-vis des employeurs si ceux-ci connaissaient l'état de leurs caisses de grève, n'a aucun sens, d'abord, parce que, dans notre pays, les conflits

gebleven. Dat regelmatig vanuit politieke, academische en werkgevershoek geopperd wordt dat het toch beter zou zijn als de vakbonden rechtspersoonlijkheid zouden aannemen is niet verwonderlijk. Zo riep de minister van Werk eind oktober 2015 – naar aanleiding van de betreurde feiten als gevolg van een FGTB wegblokkade in het Luikse – de bonden op om het Herenakkoord uit 2002 over het stakingsrecht te "actualiseren". Er wordt namelijk vastgesteld dat dit akkoord uit 2002 grotendeels dode letter is gebleken en dat de gemaakte afspraken juridisch niet afdwingbaar zijn.

Daarom is het aannemen van rechtspersoonlijkheid door de vakbonden uiteraard geen doel op zich. Achter die vraag gaat de overtuiging schuil dat vakbonden, met de rol die ze opeisen én spelen in ons maatschappelijk bestel, transparant en aanspreekbaar moeten zijn. Het afwijzen van die rechtspersoonlijkheid geeft de indruk dat ze geen openheid willen over hun interne keuken, hun financiële doen en laten, en dat ze geen verantwoording willen afleggen over hun doen en laten. Vraag is dan waarom ze die houding aannemen, en of die houding in de eenentwintigste eeuw nog aanvaardbaar is.

Transparantie wordt vandaag geëist van alle organisaties die enige rol spelen in het maatschappelijk en economisch verkeer. De overheid is onderworpen aan verregaande verplichtingen inzake openbaarheid van bestuur: in principe mag geen enkel overheidsdocument voor het publiek nog geheim gehouden worden. Bedrijven zijn, volgens het economisch recht, verplicht hun resultaten openbaar te maken. Ze moeten ook hun ondernemingsraad en dus ook de vakbonden regelmatig uitgebreid inlichten over het financieel-economische reilen en zeilen. Heel de tendens naar "duurzaam ondernemen" heeft de vraag naar transparantie in de bedrijven nog verder versterkt. Ook de financiële situatie van politieke partijen en werkgeversorganisaties, die via de rechtsvorm van de vzw wél over een rechtspersoonlijkheid beschikken, is een open boek. Het kan dan ook niet anders dan absurd genoemd worden dat het grote publiek niet mag weten over hoeveel financiële middelen de vakbonden beschikken. Het is niet langer aanvaardbaar dat vakbonden, door te weigeren rechtspersoonlijkheid aan te nemen, ontsnappen aan elke verplichting om rekeningen en balansen neer te leggen en bekend te maken.

Het eeuwige argument dat de vakbonden aandragen om dit niét te moeten doen, met name dat hun positie zou verzwakt worden als de werkgevers zouden weten hoe diep hun stakingskassen reiken, raakt kant noch wal. Ten eerste omdat weken- tot maandenlang aanslepende

sociaux qui durent des semaines, voire des mois, et dans lesquels chaque partie cherche à pousser l'autre dans ses derniers retranchements, sont – heureusement – fort rares, et, ensuite, parce que les syndicats possèdent eux aussi de très nombreuses informations stratégiques sur la situation des entreprises et peuvent savoir ainsi combien de jours de grève une entreprise peut se permettre ou pas. Le fait que dans d'autres pays européens, comme les Pays-Bas¹ et la France, les syndicats aient la personnalité juridique et publient leurs données financières, prouve de surcroît que les arguments des syndicats belges ne tiennent pas.

La Charte sociale européenne reconnaît le droit de grève comme un droit fondamental. Il s'agit, par conséquent, d'un droit essentiel qu'il faut continuer à préserver en tout temps, ce qui ne signifie toutefois pas que tout est permis. Le droit de grève est défini comme le droit des travailleurs de cesser le travail de manière à pouvoir appuyer leurs revendications envers leur employeur. Le droit de grève ne permet pas de saboter le matériel de l'entreprise, d'établir des barrages routiers, de boucler des zonings industriels ou de prendre en otage des membres de la direction. En refusant d'acquiescer à la personnalité juridique, les syndicats refusent aussi toute responsabilité ainsi que le corollaire juridique de celle-ci, à savoir la responsabilité civile. Ils commettent fréquemment des infractions au regard du droit civil ou du droit pénal. Le principe selon lequel quiconque commet une faute et cause des dommages à autrui doit lui verser un dédommagement est l'un des fondements de notre État de droit et répond au sentiment de justice qui habite la plupart d'entre nous. Toutefois, comme ils sont dépourvus d'existence juridique, les syndicats échappent à toute forme de responsabilité, par exemple en ce qui concerne l'endommagement de biens au cours des actions qu'ils mènent ou lorsque des personnes qui souhaitent pouvoir travailler en sont empêchées. Chez les militants, cela renforce le sentiment qu'en période de grève et de mécontentement social, tout est permis ou presque.

Le législateur a également rejeté dans d'autres domaines l'argument selon lequel une organisation ne peut être tenue responsable de l'inconduite de ses membres. Il a pourtant estimé, à juste titre, que les clubs de football peuvent être tenus responsables des dommages causés par leurs supporters. Un syndicat moderne, qui exige des entreprises qu'elles fassent preuve de transparence, doit pouvoir rendre des comptes – au besoin devant la justice – pour les actions qu'il mène et les moyens qu'il déploie pour les mener, ce qui ne signifie pas pour autant qu'en tant que personne morale, il puisse être tenu responsable de tous les méfaits que

¹ Voir le site internet de la chambre du commerce néerlandaise – <http://www.kvk.nl>.

sociale conflicten, waarbij beide partijen elkaar tot uitputting proberen te brengen, in ons land – gelukkig – bijna nooit voorkomen. Ten tweede omdat de vakbonden van hun kant ook over heel veel strategische informatie over de toestand van een onderneming beschikken, en daaruit kunnen afleiden hoeveel stakingsdagen een onderneming zich al dan niet kan veroorloven. Ook het feit dat in andere Europese landen, zoals Nederland¹ en Frankrijk, vakbonden rechtspersoonlijkheid hebben en hun financiële gegevens openbaar maken, toont aan dat de redenen van de Belgische vakbonden om dit niet te moeten doen geen steek houden.

Het Europees Sociaal Handvest erkent het stakingsrecht als een grondrecht. Het is dan ook een essentieel recht dat ten allen tijde gevrijwaard moet blijven. Dat wil echter niet zeggen dat zomaar alles toegelaten is. Het stakingsrecht wordt gedefinieerd als het recht van werknemers om het werk neer te leggen zodat ze hun eisen tegenover hun werkgever kracht kunnen bijzetten. Het stakingsrecht is *niet*: bedrijfsmaterieel saboteren, wegblokkades opwerpen, industriezones afsluiten of directieleden gijzelen. Door geen rechtspersoonlijkheid te willen aannemen, weigeren de vakbonden ook elke aanspreekbaarheid én de juridische vertaling ervan nl. burgerlijke aansprakelijkheid. Meer dan eens gaan vakbonden en/of vakbondsleden “in de fout” d.w.z. in burgerrechtelijke of in strafrechtelijke zin. De regel dat wie door het maken van fouten schade berokkent aan anderen ook moet opdraaien voor die schade, is één van de grondvesten van onze rechtsstaat, en sluit ook aan bij het rechtsgevoel van eenieder. Door juridisch onbestaande te zijn, ontsnappen de vakbonden evenwel aan elke vorm van aansprakelijkheid, wanneer er bijvoorbeeld tijdens hun acties goederen worden beschadigd, of wanneer werkwilligen het werken wordt belemmerd. Dit versterkt het gevoel bij een aantal militanten dat in tijden van staking en sociale onrust in feite zowat alles geoorloofd is.

Met het argument dat een organisatie niet verantwoordelijk kan gehouden worden voor het wangedrag van haar leden, heeft de wetgever ook op andere vlakken geen rekening gehouden. Zo heeft de wetgever terecht geoordeeld dat voetbalclubs aansprakelijk kunnen gehouden worden voor schade aangericht door hun supporters. Een moderne vakbond, die “*accountability*” vraagt van ondernemingen, dient aanspreekbaar te zijn, desnoods tot voor de rechtbank, voor zijn acties en actiemiddelen. Dit hoeft uiteraard nog niet te betekenen dat de vakbonden, als rechtspersonen, zouden moeten opdraaien voor alles wat enkele onverlaten met een

¹ Zie website Nederlandse Kamer van Koophandel – <http://www.kvk.nl>.

quelques casseurs auraient commis au nom de l'action syndicale. Par contre, cela l'obligerait à apporter la preuve que toutes les précautions nécessaires ont été prises, dans le cadre de l'organisation de grèves et de manifestations pour éviter que des personnes, des biens et des édifices subissent des préjudices.

Il ressort d'un arrêt du 11 février 1988 de la Cour du travail de Liège qu'aucun contrat de travail ne peut exister entre le fonctionnaire détaché et l'organisation syndicale auprès de laquelle il est détaché. En conséquence, les organisations syndicales ne peuvent pas être considérées comme l'employeur de ces fonctionnaires dispensés de service. Cette situation a d'importantes conséquences pour les travailleurs des syndicats en général. S'ils ne peuvent pas être désignés en tant qu'employeur dans les contrats de travail qu'ils concluent, il n'est jamais possible de les assigner en justice en cas de conflit de travail. Les travailleurs des syndicats se trouvent ainsi dans une position de grande faiblesse par rapport à un employeur, qui, comble d'ironie, est précisément chargé de défendre les droits des travailleurs en général.

Récemment, on a observé, au niveau de la jurisprudence, une ouverture concernant la personnalité juridique des syndicats (cour d'appel de Gand, 2013/AR/495, 26 mars 2015):

“La Cour estime toutefois que l'absence de personnalité juridique, à laquelle est liée la conséquence qu'une organisation syndicale n'a pas d'existence juridique, n'est pas un blanc-seing pour les fautes éventuellement commises par ses travailleurs dans l'exercice des missions pour lesquelles ses affiliés paient. En d'autres termes, elle ne peut invoquer l'immunité pour de telles fautes. La Cour conclut dès lors que l'organisation syndicale est une entité qui, nonobstant l'absence de personnalité juridique, possède la capacité juridique et peut être citée devant les tribunaux, dès lors que la conception legaliste de la non-existence juridique d'une association syndicale est le résultat d'éléments historiques et politiques, mais pas juridiques.” (traduction).

Même si l'on peut affirmer que le juge semble se mouvoir ici sur le terrain du pouvoir législatif, son point de départ est correct et il s'indique de l'ancrer dans la loi afin d'éviter les discussions et l'insécurité juridique.

Par la présente proposition de loi, nous voulons imposer aux organisations représentatives de travailleurs une condition supplémentaire de participation à un conseil d'entreprise ou à un comité de concertation. Pour pouvoir être représentée au sein d'un tel organe, une organisation représentative de travailleurs ou l'organisation qui la chapeaute devra se doter de la personnalité juridique.

vakbondsvlag in de hand aanrichten. Wél dat vakbonden zullen moeten aantonen dat ze, bij het organiseren van stakingen en betogingen, alle voorzorgen nemen om te vermijden dat er onrechtmatig schade wordt toegebracht aan personen, goederen en gebouwen.

Uit een arrest van het arbeidshof van Luik van 11 februari 1988 blijkt dat er geen arbeidsovereenkomst kan bestaan tussen de gedetacheerde ambtenaar en de vakorganisatie waarbij hij gedetacheerd is. Daaruit volgt dat de vakorganisaties niet kunnen worden beschouwd als werkgever van die vrijgestelde ambtenaren. Dit heeft verregaande gevolgen voor de werknemers van vakbonden in het algemeen. Als er geen werkgever in de arbeidsovereenkomst aangewezen kan worden, kan de vakbond ook nooit voor de rechtbank gedaagd worden in geval van een arbeidsgeschil. De werknemers van vakbonden verkeren zo in een wel heel zwakke positie tegenover hun werkgever die, ironisch genoeg, juist opkomt voor de rechten van werknemers in het algemeen.

Recent werd er in de rechtspraak een opening gemaakt voor rechtspersoonlijkheid voor vakbonden (hof van beroep Gent nr. 2013/KB/495, 26 maart 2015):

“Evenwel is het Hof van oordeel dat het ontbreken van de juridische rechtspersoonlijkheid, daaraan verbonden het gevolg dat een vakvereniging juridisch niet bestaat, geen vrijgeleide betekent voor eventueel door haar werknemers gemaakte fouten bij de dienstverlening waarvoor haar leden betalen, met andere woorden dat ze geen immuniteit kan invoeren voor dergelijke fouten. Het Hof besluit dan ook dat de vakvereniging in deze een entiteit is die niettegenstaande de afwezigheid van rechtspersoonlijkheid toch rechtsbekwaamheid bezit en in rechte kan worden aangesproken, nu de legalistische opvatting van het juridisch niet bestaan van een vakvereniging het resultaat is van historische en politieke gegevens, doch niet van juridische.”

Hoewel gesteld kan worden dat de rechter zich hier op het terrein van de wetgevende macht lijkt te begeven, is het uitgangspunt wel juist en wordt het best wettelijk verankerd om discussies en rechtsonzekerheid te vermijden.

Wij willen met dit wetsvoorstel aan de representatieve werknemersorganisatie een bijkomende voorwaarde opleggen voor deelname aan een ondernemingsraad of overlegcomité. Indien zij in dit orgaan willen vertegenwoordigd zijn, dienen de werknemersorganisatie of haar overkoepelende organisatie rechtspersoonlijkheid aan te nemen.

COMMENTAIRE DES ARTICLES**Article 2**

Cet article dispose que les organisations représentatives de travailleurs qui veulent déposer des listes pour l'élection des conseils d'entreprise doivent se doter de la personnalité juridique.

Article 3

Les organisations représentatives de travailleurs au niveau interprofessionnel doivent également posséder la personnalité juridique si elles veulent être parties à des conventions collectives de travail et participer à des commissions paritaires.

Article 4

La présente proposition de loi prévoit que, pour pouvoir siéger au sein du comité commun à l'ensemble des services publics ainsi qu'au sein du comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux et au comité des services publics provinciaux et locaux, les organisations syndicales doivent également se doter de la personnalité juridique.

Article 5

Les organisations représentatives de travailleurs doivent également remplir l'exigence définie à l'article 4 pour pouvoir siéger au sein du comité de secteur et du comité particulier des services publics.

Article 6

Cet article dispose que les organisations représentatives de travailleurs qui veulent déposer des listes pour l'élection des comités pour la prévention et la protection au travail doivent se doter de la personnalité juridique.

Article 7

Cet article dispose que les organisations syndicales des services de police doivent avoir la personnalité juridique avant de pouvoir être reconnues par le Roi. Cette reconnaissance leur est nécessaire pour qu'elles

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING**Artikel 2**

Dit artikel bepaalt dat representatieve werknemersorganisaties die lijsten willen indienen voor de verkiezing van de ondernemingsraden een rechtspersoonlijkheid dienen aan te nemen.

Artikel 3

Representatieve werknemersorganisaties op interprofessioneel niveau moeten rechtspersoonlijkheid bezitten, willen zij deelnemen aan collectieve arbeidsovereenkomsten en paritaire comités.

Artikel 4

Om te zetelen in het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten, alsook in het comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten en in het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten stipuleert het wetsvoorstel dat vakorganisaties tevens rechtspersoonlijkheid moeten aannemen.

Artikel 5

De vereiste van artikel 4 geldt ook om zitting te kunnen hebben in het sectorcomité en in het bijzonder comité van overheidsdiensten.

Artikel 6

Dit artikel bepaalt dat representatieve werknemersorganisaties die lijsten willen indienen voor de verkiezing van de Comités voor Preventie en Bescherming op het Werk, een rechtspersoonlijkheid dienen aan te nemen.

Artikel 7

Dit artikel bepaalt dat vakorganisaties bij politiediensten rechtspersoonlijkheid moeten hebben, alvorens zij door de Koning erkend kunnen worden. Die erkenning is noodzakelijk om zitting te hebben in het

puissent siéger au sein du comité de négociation des services de police, tel que visé à l'article 6 de la loi.

onderhandelingscomité voor de politiediensten, zoals bepaald in artikel 6 van de wet.

Vincent VAN QUICKENBORNE (Open Vld)
Egbert LACHAERT (Open Vld)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

L'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, a), alinéa 1^{er}, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, modifié en dernier lieu par la loi du 30 décembre 2009, est remplacé par ce qui suit:

“a) les organisations interprofessionnelles de travailleurs constituées sur le plan national, dotées de la personnalité juridique et représentées au Conseil central de l'économie et au Conseil national du Travail.”.

Art. 3

L'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, modifié par la loi du 30 décembre 2009, est remplacé par ce qui suit:

“1. les organisations interprofessionnelles de travailleurs et d'employeurs constituées sur le plan national, dotées de la personnalité juridique et représentées au Conseil central de l'économie et au Conseil national du travail;”.

Art. 4

L'article 7 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, modifié par la loi du 19 juillet 1983 et l'arrêté royal du 10 avril 1995, est complété par un 4^o rédigé comme suit:

“4^o est dotée de la personnalité juridique.”.

Art. 5

L'article 8 de la même loi, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 11 décembre 2013, est modifié comme suit:

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 14, § 1, tweede lid, 4^o, a), eerste lid, van de wet van 20 september 1948 houdende de organisatie van het bedrijfsleven, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 december 2009, wordt vervangen als volgt:

“a) de interprofessionele organisaties van werknemers, die voor het gehele land zijn opgericht, die rechtspersoonlijkheid hebben en die in de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd zijn.”.

Art. 3

Artikel 3, eerste lid, 1^o, van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, gewijzigd bij de wet van 30 december 2009, wordt vervangen als volgt:

“1. de interprofessionele organisaties van werknemers en van werkgevers, die voor het gehele land zijn opgericht, die rechtspersoonlijkheid hebben en die in de Centrale Raad voor het bedrijfsleven en in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd zijn;”.

Art. 4

Artikel 7 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983 en het koninklijk besluit van 10 april 1995, wordt aangevuld met een 4^o, luidende:

“4^o rechtspersoonlijkheid heeft.”.

Art. 5

Artikel 8 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 11 december 2013, wordt gewijzigd als volgt:

1° dans le § 1^{er}, 1°, sont insérés, entre les mots “organisation syndicale” et le mot “qui”, les mots “dotée de la personnalité juridique”;

2° dans le § 1^{er}, 2°, sont insérés, entre les mots “organisation syndicale agréée” et le mot “qui”, les mots “dotée de la personnalité juridique”;

3° dans le § 2, 1°, sont insérés, entre les mots “organisation syndicale” et le mot “qui”, les mots “dotée de la personnalité juridique”.

Art. 6

L'article 3 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, modifié en dernier lieu par la loi du 30 décembre 2009, est modifié comme suit:

1° le § 2, 1°, est complété par les mots “et possédant la personnalité juridique”;

2° le § 2, 2°, est complété par les mots “et possédant la personnalité juridique”.

Art. 7

L'article 13, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police, est complété par un 4°, rédigé comme suit:

“4° possèdent la personnalité juridique.”.

Art. 8

La présente loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

15 juillet 2019

1° in § 1, 1°, worden tussen het woord “vakorganisatie” en het woord “die”, de woorden “met rechtspersoonlijkheid” ingevoegd;

2° in § 1, 2°, worden tussen het woord “vakorganisatie” en het woord “die”, de woorden “met rechtspersoonlijkheid” ingevoegd;

3° in § 2, 1°, worden tussen het woord “vakorganisatie” en het woord “die”, de woorden “met rechtspersoonlijkheid” ingevoegd.

Art. 6

Artikel 3 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 december 2009, wordt gewijzigd als volgt:

1° in § 2, 1°, wordt aangevuld met de woorden “en die rechtspersoonlijkheid hebben”;

2° in § 2, 2°, wordt aangevuld met de woorden “en die rechtspersoonlijkheid hebben”.

Art. 7

Artikel 13, eerste lid, van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten, wordt aangevuld met een 4°, luidende:

“4° rechtspersoonlijkheid heeft.”.

Art. 8

Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

15 juli 2019

Vincent VAN QUICKENBORNE (Open Vld)
Egbert LACHAERT (Open Vld)